

Monsieur le Président de la République  
Emmanuel Macron  
Palais de l'Élysée  
55 rue du Faubourg Saint-Honoré  
75008 PARIS

Paris, le jeudi 5 décembre 2024

Monsieur le Président de la République,

Hier, l'Assemblée nationale a censuré à une très large majorité le Gouvernement de Michel Barnier.

Nous l'avons fait avec gravité pour rejeter un budget de la Sécurité sociale qui remettait en cause l'accès aux soins des plus vulnérables, pénalisait les retraités et fragilisait nos hôpitaux et nos Ehpad. Pendant les débats parlementaires, nous avons proposé les voix d'un compromis très raisonnable, puisqu'il ne revenait que sur 1% du volume global du budget de la Sécurité sociale. Nous n'avons hélas pas été entendus.

Désormais, il nous appartient collectivement de sortir d'une situation de crise politique inédite. Le Parti Socialiste, fidèle à son histoire, est prêt à prendre toute sa part à cette résolution. Nous le devons aux Françaises et aux Français, au premier rang desquels, ceux qui souffrent, font face à une vie de plus en plus chère, un accès à la santé ou au logement toujours plus difficiles, à l'insécurité quotidienne liée notamment à l'explosion du narcotrafic, et qui subissent déjà dans certains de nos départements les effets du bouleversement climatique.

Nous avons proposé que les partis ayant participé en juillet dernier au Front Républicain, bâtissent une méthode en mesure de faire émerger des majorités texte par texte au Parlement. Dans un moment compliqué, il est nécessaire de revenir à quelques idées simples. Les Français ont placé en tête les candidats du Nouveau Front Populaire, mais ils ne leur ont pas pour autant accordé une majorité absolue.

En conséquence, nous réaffirmons notre volonté de voir appelé aux responsabilités un Premier ministre de gauche, ouvert au compromis, qui renonce à tout passage en force via l'article 49-3, en contrepartie de quoi serait signé un accord de non-censure.

Dans ce cadre, le Parti socialiste portera les chantiers prioritaires du Nouveau Front Populaire (pouvoir d'achat, retraites, service publics, urgence climatique, logement, justice fiscale...), mais nous reconnaissons que nous n'avons pas obtenu de chèque en blanc. Le moment est trop grave, la période trop incertaine, pour qu'après les résultats du scrutin du 7 juillet qui ont suivi la dissolution et l'adoption d'une motion de censure, tout continue comme avant. Les Français, comme leurs représentants, doivent être entendus. Nous devons mettre toute notre énergie à résoudre les crises sociales et écologiques auxquelles nous avons à faire face. Nous n'avons pas le luxe de nous enliser dans une crise politique doublée d'une crise démocratique.

C'est pourquoi, au nom du Parti socialiste, nous vous demandons solennellement de recevoir ce jour les chefs de partis et les présidents des groupes parlementaires de l'Assemblée nationale et du Sénat ayant participé au Front Républicain, afin de confronter nos points de vue sur les issues possibles d'une sortie de crise.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de notre très haute considération.

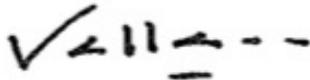
**Olivier FAURE**

Premier Secrétaire  
du Parti Socialiste



**Boris VALLAUD**

Président du groupe Socialistes  
et apparentés de l'Assemblée Nationale



**Patrick KANNER**

Président du groupe Socialiste,  
Écologiste et Républicain du Sénat

